

Réactions et prises de position

Depuis quelque temps la scène nationale est en ébullition. Naturellement, cette situation n'a pas laissée indifférente la classe politique ni la société civile qui n'ont pas tardé à réagir et à proposer des solutions de sortie de crise.

Boullah Ould Mogueya face à la presse

"Ces partis d'opposition ont choisi le camp de l'ennemi"

Le Secrétaire général du PRDS a rencontré la presse nationale et internationale vendredi 8 octobre dernier, en fin de matinée, au siège de son parti. Après avoir remercié les nombreux journalistes pour leur présence à cette rencontre, M. Boullah Ould Mogueya a accusé d'emblée le Burkina Faso d'avoir planifié la déstabilisation du pays de la même manière que la Côte d'Ivoire. Pour lui, il s'agit du même scénario, celui qui consiste à abriter et recruter des mercenaires auxquels le régime du président burkinabe, Blaise Compaoré, octroie des armes et des munitions pour mettre à exécution un plan de sabotage comme celui qui a été découvert le 29 septembre dernier chez nous. Même s'il ne l'a pas expressément déclaré, le Secrétaire général du PRDS fait allusion sans doute à la situation en Côte d'Ivoire, un pays coupé en deux à la suite du déclenchement d'une rébellion armée en septembre 2002. Cette dernière on le sait, occupe

la moitié nord du pays consacrant ainsi une partition de fait de ce pays. Le patron du Prds n'a pas pointé du doigt seulement le Burkina Faso dans cette affaire. Il a déclaré que la Libye s'est chargée d'encadrer et de financer le complot visant à déstabiliser le pouvoir en place à Nouakchott. A l'en croire, la Jammahiyah de Kaddafi a tenté par le passé, sans y parvenir, d'utiliser la Mauritanie pour jouer le rôle de déstabilisateur dans la région ouest africaine mais, affirme-t-il, ce rôle que la Mauritanie a refusé de jouer, est celui accompli aujourd'hui par Blaise Compaoré. A propos des partis d'opposition, il a fustigé leur comportement au ministère de l'intérieur avant d'indiquer que ce sont des formations politiques insignifiantes qui ont choisi le camp de l'ennemi. Par conséquent, estime-t-il, le seul qualificatif qui vaut en pareille circonstance, est celui de traîtres. Ces partis politiques, qui avaient été invités, selon le Secrétaire général du PRDS, à

visiter les sites où est exposé l'arsenal des armes découvertes, n'ont pas trouvé mieux que de se débiter en avançant comme argument qu'ils ont été très mal reçus au ministère. Rappelons que ces partis avaient été convoqués le 30 septembre dernier par le biais du téléphone à se rendre au MINT sans précision sur l'objet de la rencontre. Interrogé sur des suspicions relatives à une implication supposée de la France dans les récents événements, Boullah Ould Mogueya a répondu que les relations entre les deux pays "sont bonnes et diversifiées dans tous les domai-

nes". "La France est le premier partenaire commercial de la Mauritanie et il existe des relations privilégiées entre le PRDS et l'UMP, a-t-il dit. Sur une question relative à la réaction des autorités burkinabe qui ont arrêté Noël Yaméogo, cousin de Hermann Yaméogo, Boullah Ould Mogueya a estimé que c'est une affaire intérieure burkinabe. Ce qui ne l'a pas empêché d'y voir la preuve que les accusations portées contre le Burkina Faso ont un fondement.

Compte rendu Moussa Diop

Collectif des partis d'opposition : *"Cette dérive et cette détérioration de la situation résultent de l'obstination du pouvoir à rester insensible aux attentes de changement"*

Au cours des dernières semaines, des événements successifs d'une extrême gravité ont mis en émoi toute l'opinion publique et révélé au grand jour combien notre pays est pris dans la tourmente de l'instabilité et risque de basculer dans le chaos suicidaire d'une guerre civile. Il est clair que cette dérive et cette détérioration de la situation résultent de l'obstination du pouvoir à rester insensible aux attentes de changement voulues par tout un peuple malgré les appels répétés de l'opposition et à continuer d'imposer un statu quo politique, économique et social devenu insupportable pour la grande majorité. Aujourd'hui, la menace qui pèse sur le pays est d'autant plus grave que notre cohésion nationale et notre édifice étatique ont été fragilisés à l'extrême et que le contexte sous régional et international est particulièrement dangereux. Face à cette situation gravissime, pleinement conscients de leurs responsabilités patriotiques, les partis d'opposition signataires, réunis les 05 et 06 octobre 2004 :

- rejettent totalement le recours à la violence autant pour maintenir un statu quo décrié par tous que pour accéder au pouvoir ;
- proclament leur détermination à agir ensemble pour promouvoir une solution pacifique, seule voie appropriée pour sortir de la crise actuelle ;
- appellent solennellement le pouvoir à engager un dialogue impliquant tous les acteurs de la scène politique nationale afin de :
 - définir et mettre en œuvre les mesures d'apaisement nécessaires susceptibles de rompre l'engrenage de la violence et d'orienter les esprits et les énergies vers la recherche d'une solution pacifique ;
 - promouvoir des réformes consensuelles (politiques, économiques et sociales) vitales pour la préservation de la paix civile, la stabilité et la garantie d'un avenir démocratique.

Front Populaire *Appel pour un sursaut national pour un dialogue national*

Au mois de juillet dernier, le Président de la République prononçait un discours inattendu, nouveau dans la forme et dans le fond ; discours auto-critique porteur d'espoirs, d'immenses espoirs d'un changement, d'une évolution positive vers une appréhension nouvelle de la chose publique, de la stabilité, de la démocratie... Le Front Populaire, à l'instar de larges franges de l'opinion nationale accueillait favorablement cette démarche et exprimait

son souhait de voir cette nouvelle orientation trouver traduction dans les faits par des actes concrets et concertés. On pensait, tellement nous sommes préoccupés par l'avenir de ce pays à une ouverture politique immédiate augurant d'une nouvelle ère de concertation, de dialogue et de pacification des mœurs politiques, et prélude à un ensemble de réformes fondamentales et urgentes pour juguler le mal de vivre créé par une situation économique, politique et sociale qui a pour pendants : un monolithisme criant, une absence totale de concertation et de dialogue, le non respect des lois de la République, une justice inféodée au pouvoir exécutif, le refus du jeu démocratique et du verdict des urnes, une

Conférence de presse :

"Le gouvernement et ses caciques nous ont accusés de trahison"

Nous sommes réunis pour clarifier, si ce n'était pas clair, le communiqué de presse que nous avons publié le 6 du mois courant, a déclaré M. Messaoud Ould Boulkheir, président de l'Alliance populaire progressiste (APP), lundi 11 octobre 2004, au siège du parti.

A l'entame de cette conférence qui a vu la participation des présidents du RFD, Ahmed Ould Daddah, du PLEG, Bâ Marnadou Alassane, du FP, Chbih Ould Melainine, de l'UFP, Mohamed Ould Maouloud, et du PCD, non reconnu, Dr Horma, le conférencier a souligné qu'après avoir réitéré leur position qui consiste à refuser la politique du régime en place d'imposer d'une part aux mauritaniens le statu quo d'un gouvernement qui a procédé au délabrement de l'économie nationale, érigé la mauvaise gouvernance et d'avoir à choisir d'autre part la violence comme moyen de changement, ils se sont vus accusés de traîtres et d'être du côté des présumés putschistes. Et d'ajouter que : " nous ne sommes pas du côté de la violence malgré les frustrations et les provocations répétitives de ce régime, parce que la violence est antinomique au devenir et aux vœux de la nation. Nous refusons, a-t-il encore dit, d'avoir à choisir entre le maintien de la situation actuelle et le changement violent, d'abord en tant que patriotes, et leaders de partis politiques ensuite. Au fait, la position

de l'opposition, a affirmé le président de l'APP, a été travestie par les caciques du gouvernement qui sont allés vite dans la besogne. Or, poursuivait-il, ce que l'opposition demande (et a toujours demandé) s'inscrit dans la droite ligne des revendications incessantes du peuple mauritanien. Par ailleurs, Messaoud Ould Boulkheir a fustigé les dernières arrestations d'une personnalité morale et religieuse et de deux leaders politiques, respectivement Ould Dedded, Jémil Mansour et Moctar Ahmed Moctar. Ces trois personnalités visibles ont été mises aux arrêts, ajoutait-il, alors que tout le monde sait qu'ils sont loin de tout soupçon et ont dénoncé maintes fois la violence. M. Messaoud a clamé, à propos, la solidarité de l'opposition avec les inculpés et exigé leur liberté, d'autant plus que la police, a-t-il informé, a fait savoir qu'ils ne sont pas visés dans ces arrestations. "Qu'on les relâche dans ce cas, revendiquait-il". Quant à la détention des présumés putschistes, il a dit qu'ils doivent bénéficier de toutes les garanties que leur confère le droit national et international. Pour ce qui est de l'hypothétique reprise de dialogue avec le Pouvoir, le leader de l'APP exige des conditions qui doivent permettre de choisir comme matière à discussion les thèmes majeurs des préoccupations du peuple mauritanien.

Ware Abdoulaye

Sawab :

"C'est l'absence d'une véritable démocratie, l'intransigeance du pouvoir par son refus de tout dialogue et tout compromis avec l'opposition qui est à l'origine de la crise actuelle"

Le parti Sawab a organisé une conférence de presse, jeudi 7 octobre, dans ses locaux, en présence des membres de son directoire et de nombreux journalistes. D'entrée de jeu Dr. Cheikh Ould Hannena, président de la formation, a annoncé que le but de ses assises est de rendre publique la position de son parti par rapport aux récents événements qui ébranlent la scène politique nationale.

Après la convocation récente des partis d'opposition par le Ministère de l'Intérieur, convocation qui a été à l'origine du climat d'animosité qui a régné dans les relations déjà tendues entre le pouvoir et l'opposition. La responsabilité de cette tension est imputable à l'autre parti selon les propos du président qui affirme que l'accueil qui leur a été réservé n'a pas été à la hauteur de ce qui sied en pareille occasion. C'est pourquoi les partis d'opposition ont bouddé l'invitation qui leur a été faite de visiter les armes saisies car "c'est une chose inutile car tout le monde les a vues à la télé" martèle le président. De toutes les façons en croire le premier responsable de Sawab, les vrais problèmes du pays ne se règlent pas par le simple fait de visionner un camion chargé d'armes mais bien au-delà c'est à dire dans les causes qui ont précipité le pays dans le gouffre où il se trouve. Dr Cheikh Ould Hannena a affirmé que c'est l'absence d'une véritable démocratie, l'intransigeance du pouvoir par son refus de tout dialogue et tout compromis avec l'opposition qui est à l'origine de la crise actuelle. Le président souligne qu'une crise pareille ne se résout pas par l'emprisonnement, la torture et les perquisitions. "Sa résolution réside dans la concertation, le dialogue, l'ouverture des cœurs et la volonté politique" fait-il remarquer. Pour détendre le climat délétère dans lequel se trouve le pays, le responsable de Sawab réclame le vote par le pouvoir d'une loi d'amnistie qui va réconcilier les mauritaniens entre eux y compris les putschistes. Répondant à la question d'un journaliste relative à la disponibilité de l'opposition au dialogue notamment en faisant le premier pas, DR Cheikh Ould Hannena rappelle la volonté de l'opposition de dialoguer avec le pouvoir mais a indiqué que c'est lui qui doit faire le premier pas. Car "c'est le pouvoir qui a les moyens et la force requises pour entamer ce genre de chose" argue-t-il.

ONA :

"La solution passe nécessairement par l'ouverture d'un dialogue"

administration politisée, partisane et inefficace, doublée d'une administration parallèle "chargée" du gaspillage et des détournements (cellules, projets), une armée désarticulée, non hiérarchisée, sous payée, mal formée, sans œuvres sociales garantissant l'après mobilisation avec une mission confuse et à caractère parfois politique, une mauvaise distribution des revenus et une fonte du pouvoir d'achat, le chômage et le recrutement clientéliste et discriminatoire, un enseignement ne garantissant aucune promotion sociale, la paupérisation des masses, l'absence de politique de solidarité sociale malgré le tapage assourdissant fait autour de la lut-

te contre la pauvreté, le tribalisme, le clientélisme, les séquelles des maux sociaux (esclavage)...

Mais les choses allaient prendre une autre tournure, plongeant le pays dans un cycle d'instabilité qui menace sérieusement sa cohésion et compromet son avenir. Si le Front Populaire a lutté jusqu'ici pour l'approfondissement de la démocratie, dénoncé le monolithisme politique, affirmé la nécessité de la concertation, critiqué le mercantilisme des privilèges, appelé à la pacification des mœurs politiques, demandé avec insistance à tous les acteurs politiques de créer un climat de confiance pour favoriser le dialogue, c'est dans l'esprit

franc entre l'ensemble des acteurs politiques"

Les événements successifs que connaît notre pays depuis un certain temps et qui ont jeté une ombre épaisse sur la situation politique, sociale et sécuritaire de celui-ci requièrent une attention soutenue de tout en chacun parce qu'ils constituent, en substance, une réalité préoccupante et porteuse de violence déstabilisatrice. L'Ordre National des Avocats qui, en tout état de cause, condamne toutes les formes de violence et de contre violence comme moyen d'accéder au pouvoir, met en garde, tout le monde, contre le danger des dérapages conduisant à la guerre civile. Il n'échappe à personne que des événements similaires ont été le prélude à des situations catastrophiques dans nombre de pays. C'est pourquoi l'O.N.A. en vue de dépasser la présente crise :

- considère que la solution passe nécessairement par l'ouverture d'un dialogue franc entre l'ensemble des acteurs politiques afin de jeter les bases de véritables institutions démocratiques permettant au citoyen de participer à la construction du présent et de l'avenir de son pays et d'assurer ainsi sa stabilité et son développement ;
- lance un appel pressant à toutes les organisations de la société civile (syndicats, presse, médecins, professeurs universitaires) ainsi qu'à tous les ulémas et intellectuels, afin qu'ils prennent conscience du péril imminent tout en exprimant leur rejet de toutes les formes de violence et en réclamant que les mesures permettant de l'éviter soient prises.

Le Procureur de la République

"La Mauritanie qui est un pays de Droit et de Démocratie garantit à Saleh Ould Mouhamedou Ould Hannena un procès équitable où tous les droits de la défense seront respectés"

L'arrestation de Saleh Ould Mouhamedou Ould Hannena a été opérée le samedi 9 octobre 2004 à Rosso (capitale de la wilaya du Trarza) par les unités spéciales de l'armée nationale, de la gendarmerie, de la garde nationale et de la police. Saleh Ould Mouhamedou Ould Hannena était recherché depuis la première tentative de coup d'Etat des 8 et 9 juin 2003. Il faut rappeler qu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international du 14 juin 2003 renouvelé le 10 août 2004. Il est inculpé d'attentats ayant pour but de détruire, changer le régime constitutionnel avec usage d'armes, prise de commandement militaire sans droit ni motif légitime, usage de bandes armées pour troubler l'Etat avec complot. Ces infractions sont prévues et réprimées par les articles 83, 84, 87, 88, 92 et 93 du Code Pénal. La Mauritanie qui est un pays de Droit et de Démocratie garantit à Saleh Ould Mouhamedou Ould Hannena un procès équitable où tous les droits de la dé-

fense seront respectés.

Me BRAHIM OULD EBETY
"Mettre fin de la publication des condamnations par les médias d'Etat qui sont devenus de véritables moyens de manipulation de l'opinion publique et de violation des droits de la défense"

Suite à l'arrestation de SALEH OULD HANENA le 09/10/04, d'autres personnalités bien connues issus du courant modéré islamiste ont été arrêtées ce jour 10/10/04 entre 15h et 20h. Il s'agit de CHEIKH MOHAMMED EL HACEN OULD DEDEW figure de grande renommée tant en Mauritanie qu'à l'étranger qui vient de rendre public à travers la chaîne AL JAZIRA un appel à la concorde et à la réconciliation nationale, MOHAMEDE JAMIL OULD MANSOUR, MOCTAR OULD MOHAMED MOUSSA ; et il y a risque que cette campagne s'intensifie et prend des proportions inquiétantes pour l'avenir des libertés tant individuelles que collectives surtout que plusieurs officiers et sous officiers sont arrêtés et maintenus au secret complet depuis deux mois et que ABDAR-RAHMANE OULD MINI arrêté depuis le 25/9/04 serait dans un état comateux. Les différents appels et demandes relatifs à sa situation demeurent sans suite. En outre et en matière des droits de la défense, les avocats de 131 militaires détenus à la prison de Wadnaga à 50 km de Nouakchott ont été empêchés de leur rendre visite alors qu'ils sont renvoyés devant la cour criminelle pour être jugés et que le procureur a déjà annoncé que l'audience aura lieu le 21/11/04. C'est dans ces conditions caractérisées par le maintien au secret des personnes arrêtées, l'intensification des arrestations, le refus de toute réponse au cas de OULD MINI qualifié de comateux, l'interdiction de toute visite et des avocats des familles et de tout médecin aux prisonniers, que le procureur déclare que OULD HANENA aura droit à un procès équitable et que ses droits de défense seront garantis. Je me permets d'en douter c'est pourquoi je lance un appel pour un sursaut tant national qu'international pour

- la fin du maintien au secret des personnes et l'ouverture de communication avec leur famille, leur médecin et leurs avocats ;
- la fin de l'interdiction de communication avec les détenus de Wadnaga et leur détention des conditions et dans des lieux qui leur permettent de préparer leur défense ;
- la fin des arrestations et la présentation de toutes les personnes arrêtées devant le juge ou leur libération immédiate ;
- les garanties réelles de procès équitables et la fin de la publication des condamnations par les médias d'Etat qui sont devenus de véritables moyens de manipulation de l'opinion publique et de violation des droits de la défense.

d'éviter l'exclusion politique dont la résultante première est obligatoirement la violence. Face à la situation d'instabilité actuelle, force est de constater que l'absence de dialogue et de concertation favorise inexorablement l'éclosion de la violence comme expression politique.

Pour épargner à notre pays la dérive suicidaire vers le chaos, il nous paraît aujourd'hui plus urgent que jamais d'aller vers la concertation et le dialogue, seule façon pour l'ensemble des démocrates de défendre notre nation. Le Front Populaire est persuadé que seule la démocratie peut représenter un bouclier contre toutes les formes de vio-

lence et notamment la tyrannie et le coup d'état, que l'instabilité quelques soient les différences d'opinions et de projets de société est le problème de tous. Notre parti lance un appel pressant à l'ensemble des forces politiques de la majorité comme de l'opposition pour la tenue d'une concertation nationale afin d'asseoir de manière irréversible les règles d'une démocratie saine à même de garantir la stabilité.

Ni putsch ! Ni tyrannie ! Vivement la démocratie, le dialogue, la concertation.